

EMPOWERMENT

OU LA SOCIETE DE L'ANTI-DELEGATION

Version provisoire (décembre 2013)

YVES PATTE

Cet article s'annonce, au moins dans ma tête, comme le premier d'une longue série. C'est en quelque sorte la première diffusion d'une pensée politique, au sens large, que je mature depuis des années... Je dirais même que cela fait tellement longtemps que je ne pourrais plus dire si j'ai produit cette pensée, ou si c'est, en réalité, elle qui m'a fait, tant elle m'a accompagné et s'est élaborée au fil des activités que j'ai pu faire depuis mon adolescence, jusqu'à aujourd'hui.

Tout part d'une hypothèse : l'hypothèse que l'on pourrait décrire la situation actuelle *comme* une période de « *crise de la délégation* », et de manière concomitante comme une opportunité, pour la

population, le peuple, les gens... vous et moi, *Nous*, de reprendre en main notre capacité d'action. Je reviendrai sur ces concepts, qui s'inscrivent dans un processus généralement qualifié d'« *empowerment* ».

A ma connaissance, aucun sociologue ou philosophe n'a abordé la situation sociale actuelle d'une telle manière. Ils sont nombreux à en être assez proches, à apporter des éclairages très intéressants, qui sont autant de sources d'inspiration. Mais aucun ne m'a apporté ce que je *voulais* lire. Alors, en mode « *Do It Yourself* » (« *Fais-le toi-même* ») - qui fait précisément partie de la démarche que je propose - je m'autorise à produire moi-même cette description de la réalité qui, à mon sens, manque. Et je me permets de vous la communiquer, via cet espace de diffusion que je me suis autoproduit, mon blog...

CHAPITRE 1 : Empowerment, délégation... définitions

Je définis la « délégation » comme le fait de laisser à des structures institutionnelles ou privées, ou à des individus mandatés par ses structures, le pouvoir, le rôle, la capacité, d'agir ou de décider à notre place.

A l'inverse, je définis l'« anti-délégation » comme le fait de reprendre en main ce pouvoir, ce rôle, cette capacité d'action et de décision, au niveau individuel ET au niveau collectif. Ce processus de reprise en main est un processus d'« *empowerment* ».

Soyons tout de suite concret : si je ne laisse ni à l'industrie agro-alimentaire, ni à l'Etat, le rôle de me nourrir, cela signifie que je reprends en main mon alimentation. Cela peut amener à cesser d'acheter ce que l'industrie nous dit d'acheter dans les grandes

surfaces, à faire son potager (seul chez soi, ou ensemble dans des potagers collectifs), à acheter des produits locaux, naturels, seuls ou sous forme des groupements d'achats collectifs qui apparaissent un peu partout, à se remettre à cuisiner au lieu d'acheter des plats préparés, etc. En un mot, être maître de ce que l'on mange, c'est ne plus « déléguer » cela à quelqu'un d'autre.

Si je décide d'isoler ma maison, c'est très bien pour la planète, mais ça me permet aussi d'être moins « dépendant » des hausses des prix du mazout ou de toute autre forme d'énergie. Si je produis moi-même mon énergie, je gagne encore en indépendance, puisque je ne « délègue » plus à une industrie pétrolière ou nucléaire, le rôle de me fournir de l'énergie pour chauffer ma maison. Si une collectivité locale décide de produire son énergie (par un système de coopérative, par exemple), c'est collectivement, au niveau local, que l'on gagne en indépendance.

Si je décide de développer ma propre activité professionnelle, je ne délègue plus à quelqu'un d'autre (un patron, l'Etat...), la capacité de décider ce que je fais de mes journées, ce que je gagne comme argent, ce que je vaud sur le marché du travail. Je reprends ma capacité d'action et de décision. Si un ensemble de travailleurs reprennent en leurs mains cette capacité d'action, ils s'émancipent par rapport au patronat et à l'Etat. De passif par rapport à mon parcours professionnel, je deviens alors actif. D'objets passifs sur le marché du travail, les travailleurs deviennent alors collectivement acteurs de la production et de l'échange des produits, des services, des idées, etc.

Si je décide de m'engager dans des projets citoyens pour faire changer les choses, c'est que je refuse de simplement « déléguer » cela à d'autres, via le vote par exemple. Je refuse de (juste) donner ma voix. Si des individus décident de se constituer en collectif pour

défendre leurs droits, pour pouvoir décider – ou du moins prendre part au processus décisionnel – lorsque la décision les concerne, on est dans un processus d' « *empowerment* », dont les Afro-américains représentent un des exemples les plus marquants de l'Histoire moderne.

CHAPITRE 2 : Le constat général : la crise de la modernité est une opportunité

Si vous avez bien compris ce qu'est la « délégation », vous comprendrez que je fais l'hypothèse que cette « délégation » est en crise. Ce que l'on appelle la « crise des institutions » n'est, pour moi, qu'une dimension, de cette crise plus large de la délégation. Perte de la foi dans l'Etat, dans l'école, dans les institutions ; perte de sens au travail, absentéisme, *burn-out* ; perte de la confiance dans l'industrie agro-alimentaire ; repli communautaire, abstentionnisme, montée en puissance des populismes, etc.

Et tout comme en Chinois le symbole représentant la « crise » signifie également « opportunité », je suis convaincu que cette crise est une opportunité de reprise en main, par la population, de sa capacité d'action et de décision, de sa souveraineté. Je fais l'hypothèse que les évolutions sociales les plus récentes sont marquées par une volonté d'autonomie, d'auto-détermination, d'indépendance. Reprise en main de sa santé (alimentation et médecine naturelles, formes de fitness fonctionnelles...), autoproduction locale d'énergie, nouvelle génération d'entrepreneurs (Generation Flux, Free Agent Nation,...) nouvelles formes de contestation politique (Anonymous, Indignés, révolutions arabes), etc.

2.1. Au-delà de l'opposition gauche-droite

Je fais également l'hypothèse que les modèles de pensée politique actuels ne permettent pas de comprendre et de soutenir ce processus d'anti-délégation. L'opposition gauche-droite est, pour moi, périmée. Elle relevait de la structuration d'une société, dans laquelle les problèmes sociaux se posaient de manière différente. Mon hypothèse est que ce qui « agite » les sociétés actuellement est précisément l'opposition entre les tenants d'une « délégation » et celles et ceux qui veulent décider et agir par eux-mêmes. Pour aller plus loin, je dirais même que cette opposition divise la plupart des partis politiques traditionnels en leur sein, sous forme de débats entre populisme et institutionnalisme, démocratie représentative et démocratie participative, ou sous bien d'autres formes encore. Dans un cas comme dans les autres, ces partis traditionnels (de gauche, de droite, du centre, d'extrême-gauche ou d'extrême-droite) ne parviennent plus à appréhender les problèmes sociaux dans ce qu'ils ont de plus contemporain.

Soyons concret à nouveau : le port du voile par exemple. Voilà un débat qui divise la gauche, qui divise la droite, qui divise les féministes, qui divise les progressistes, qui divise les religieux, qui divise les athées, etc. L'enjeu central du débat est : qui peut « décider » ce qu'une jeune fille peut ou doit porter sur la tête, et cela où et quand ? Elle. Ou l'Etat, les autorités religieuses, sa famille... ? Les uns se déchirent entre la défense d'un Etat laïque et la défense des droits individuels. Les autres entre la liberté DES femmes et la liberté de LA femme, contre les religions qui oppriment et pour la liberté de s'habiller comme on veut. Tandis que d'autres se divisent sur la défense des traditions ou sur la défense d'une identité nationale.

Ce genre de divisions internes aux partis et mouvements politiques traditionnels se retrouvent dans tout un ensemble de débats de société : légalisation ou pas de la prostitution, droits des homosexuels, euthanasie, avortement, identité nationale, etc.

2.2. Le post-modernité est un combat

Les sociologues ont l'habitude de dire que la « modernité » s'appuie sur deux processus sociaux : la différenciation sociale et la rationalisation. On pourrait presque dire que la sociologie s'est constituée sur l'étude de ces deux processus. Durkheim d'un côté (la différenciation sociale), Weber de l'autre (la rationalisation) ont construit leur approche sociologique sur l'étude de ces changements sociaux au début du 20^{ème} siècle.

Comme le dit Martuccelli dans « *Sociologies de la modernité* », le grand mérite de Durkheim est d'avoir identifié la modernité au processus de différenciation sociale. Au fur et à mesure que les sociétés deviennent plus complexes, plus hétérogènes, elles se composent « *de groupes différents, toujours plus nombreux et hiérarchisés entre eux* » (Martuccelli, 1999 : 30). L'hypothèse de Durkheim est que ces groupes peuvent être perçus comme des organes distincts qui fonctionnent tous de concert au sein d'un même organisme. C'est son fameux concept de « solidarité organique », s'opposant à la « solidarité mécanique » que connaissent les sociétés moins complexes. « *Les sociétés où la solidarité organique est prépondérante, dit Durkheim, sont constituées par un système d'organes différents dont chacun a un rôle spécial, et qui sont formés eux-mêmes de parties différenciées* » (Durkheim, 1930 : 157).

Cela signifie que plus une société est complexe, plus les individus se spécialisent sur certaines tâches. Ils sont donc plus dépendants des autres pour toutes les tâches restantes : se nourrir, se soigner, s'habiller, se loger, se défendre, s'informer, etc...

Chez Weber, cette différenciation sociale s'accompagne d'une rationalisation toujours plus grande. De sa lecture de Weber, Martuccelli retient que le monde moderne se caractérise par « *l'expansion de la rationalité dans toutes les sphères de la vie sociale* », ce qui a comme résultat « *la constitution de domaines d'action de plus en plus autonomes entre eux et qui contraignent les individus* ». Ce processus est à l'œuvre dans l'économie, le droit, l'administration, la science, l'art, etc. (Martuccelli, 1999 : 186).

Au fur et à mesure que les domaines se différencient, ils se spécialisent et se développent selon des principes rationnels que seuls les spécialistes du domaines peuvent maîtriser.

Nous reviendrons sur chacun de ces processus lorsque nous parlerons du travail, de la bureaucratisation ou encore du rôle de l'Etat.

Mais je peux déjà avancer l'hypothèse que le mouvement de crise de la délégation s'inscrit comme une crise de cette modernité, en ceci que ce mouvement naît souvent des logiques de la modernité lorsqu'elles sont poussées jusqu'à leur absurdité. Et Durkheim comme Weber avaient aperçu les dangers potentiels de telles logiques.

Martuccelli (1999 : 188) rappelle qu'« *à terme l'accroissement et l'autonomisation des domaines d'action soumis aux seuls impératifs de la rationalité formelle mènent à la perte des libertés des hommes, contraints d'agir en fonction de critères externes s'imposant à eux* ».

A cette perte de liberté s'ajoute une dépersonnalisation : « *la modernité se caractérise par la dépersonnalisation des relations sociales, par l'augmentation du pouvoir technique sur la nature et la société, par l'importance croissante du calcul et de la spécialisation* » (Martuccelli, 1999 : 205). Marcuse ira plus loin dans cette critique de la rationalité moderne lorsqu'il affirmera que le totalitarisme est avant tout « *le fruit de la dynamique interne de la rationalité humaine* » (Martuccelli, 1999 : 262).

Durkheim (1930 : 244) liait, de son côté, la division du travail avec la densité et le volume des sociétés. Ces dernières décennies ayant été le cadre d'un accroissement des sociétés vers toujours davantage de globalité et d'une augmentation des communications et échanges entre personnes, on peut supposer que la division du travail s'est donc renforcée, nous rendant tous plus dépendants des autres et plus dépendant de l'Etat, puisque selon Durkheim (1930 : 207), notre dépendance vis-à-vis de l'Etat est liée au processus de différenciation sociale.

Si l'on observe les mouvements sociaux actuels, on remarque qu'ils semblent toujours s'inscrire en opposition face aux matrices de la modernité décrites par les pères fondateurs de la sociologie. A une société toujours plus complexe, les mouvements sociaux décrits ici demandent davantage de simplicité (« la simplicité volontaire »). A la dépendance grandissante face à l'Etat, ces mouvements demandent davantage d'autonomie. A une globalisation des échanges et des relations, ils demandent un retour vers le local.

En ce sens, et malgré toutes les approches sociologiques et philosophiques de la post-modernité, nous faisons plutôt l'hypothèse que la post-modernité est encore actuellement un combat, vers l'autonomie, vers une nouvelle forme d'individualité et vers une nouvelle forme de solidarité sociale.

2.3. Une approche praxéologique (à écrire)

CHAPITRE 3 : La bande-son de la révolution

Il est de coutume de dire que toute révolution a sa bande son. Dans le cas présent, les choses sont un petit peu plus complexes. Deux styles musicaux ont tout autant accompagné des mouvements d'*empowerment* qu'ils en ont eux-mêmes été les produits. Il s'agit du *punk rock* and du *hip-hop*.

3.1. Punk & « Do It Yourself »

Dans une perspective historique, commençons par le *punk rock* qui s'est construit sur un appel à la participation et à l'action. Nulle barrière à l'entrée, tout le monde pouvait monter sur scène et faire du *punk rock*. En 1976, le fanzine *Sideburns* publiait ce schéma amusant d'un manche de guitare, avec cette annotation : « *This is a chord. This is another. This is a third. Now form a band !* ». Dans une interview, le groupe français Bérurier Noir rajoutera : « *Fais ton groupe, fais ton label, sois indépendant, arrête de consommer en ouvrant le bec et en gobant tout* » (Hein, 2012 : 22). Cette mentalité, on l'appelle le D.I.Y, pour « *Do It Yourself* » : « *faire soi-même est (...) invitation à prendre ses affaires en main* », dit Fabien Hein (2012 : 9), dans un ouvrage très judicieusement appelé « *Do It Yourself! Autodétermination et culture punk* ».

Dans les faits, cela s'est traduit par une foison de groupes, regroupés en « scènes locales » qui évoluaient hors des structures musicales commerciales établies et institutionnalisées (comme Dischord Records, le label créé par Ian Mackay, le fondateur de

groupes comme Minor Threat ou Fugazi). Les artistes créaient eux-mêmes leurs propres groupes, leur propre médias (des fanzines imprimés sur des photocopieuses et vendus lors de concerts), leurs propres moyens de distribution, appelés « distros » (souvent une plaque sur deux tréteaux, au fond de la salle de concerts, avec, en vente, cassettes, fanzines, stickers, etc...). « *Don't hate the media, become the media* » disait Jello Biaffra, le chanteur du mythique groupe Dead Kennedys...

La culture punk tout à la fois démystifie les pratiques culturelles et invite tout individu à prendre sa vie en main, à ne pas laisser d'autres décider pour lui. Le punk, dit Hein (2012 : 25), « *procède d'un besoin urgent de vivre non pas comme objet mais comme sujet de l'histoire – de vivre comme si quelque chose dépendait réellement de notre propre action – et ce besoin urgent débouche sur un champ libre* ».

En ce sens, le DIY est synonyme d'autonomie et d'indépendance : « *être punk, c'est en premier lieu avoir conscience de sa capacité à agir (sinon de devoir agir)* » (Hein, 2012 : 53). Le mouvement punk contient en lui ce germe de l'*empowerment*.

Pour le côté autobiographique, lorsque j'étais ado, je chantais dans un groupe punk/hardcore appelé *Course of Action*. Le morceau « Out Of Our Brain » commençait par :

*« Everyday they talk about my life, my thoughts,
They believe they know me
They think they can choose for me
They speak in my name... »*

Et arrivait le refrain : « *Get Out!* ». J'avais 18 ans... et je n'avais clairement pas envie de déléguer ma voix à un « eux » (« *they* ») que je devais associer aux profs, aux parents, aux dirigeants politiques...

3.2. *Hip-Hop & « Mixtape Mentality »*

Apparu finalement peu de temps après le punk (on fait généralement remonter les premiers morceaux hip-hop à l'année 1979), le hip-hop s'inscrit, selon moi, dans le même mouvement. Ce qui est tout à fait intéressant, c'est que dès le début, ce ne sont pas les mêmes personnes qui écoutent du punk et du hip-hop, mais je crois que ces deux styles musicaux naissent d'une même volonté, qui me semble fondamentale : celle de reprendre en main sa destinée sociale, avec les moyens du bord, et à partir de la rue.

Des premières « block parties » dans le Bronx (des DJ qui réutilisent en boucle des sons funk, soul et disco du moment, pour que les premiers B-boys et B-girls dansent dessus, et que les premiers rappeurs déclament leurs revendications sociales sur le rythme), jusqu'aux *mixtapes* qui circulaient sous le manteau, les rappeurs ont toujours été dans le DIY également. Mais alors que le punk se posait contre l'économie et le consumérisme, le mouvement hip-hop s'est davantage construit comme un moyen d'utiliser le business à son propre profit. Créer son propre label ne suffit pas, les rappeurs créent leurs propres marques. Les rappeurs font même mieux que se servir de l'économie, ils la réinventent. Steve Stoute, sous-titrera son livre « *The Tanning of America* » par « *How Hip-Hop Created a Culture That Rewrote the Rules of the New Economy* ». Et dans cette nouvelle économie, les rappeurs développent des marques par eux-mêmes et pour eux-mêmes. La célèbre marque FUBU, par exemple, signifiait « *For Us, By Us* ».

Les punks étaient hors du commerce, les rappeurs font leur propre commerce. Dans un cas comme dans l'autre, ces groupes refusent de dépendre d'institutions musicales et économiques qui ne leur appartiennent pas.

Le punk et le hip-hop naissent et se développent dans des espaces non-institutionnels : dans la rue, dans leurs propres médias, et maintenant sur internet, Youtube en tête. *Do It Yourself* et *MixTape Mentality*.

Ce n'est pas un hasard si les rappeurs ont eu une telle place dans les révolutions arabes. Et pas uniquement pour animer les manifestations ! En Tunisie, on sait que le rappeur El Général (de son vrai nom Hamada Ben Amor) avait fait le buzz, dès 2010, avec des morceaux publiés sur Youtube, dont l'un lui vaudra une arrestation et trois jours de prison. Relâché sous la pression populaire, un de ses morceaux, « *Rais Lebled* » sera décrit par le magazine « Time » comme l'hymne des révolutions arabes. En France, le journal « Le Monde » titrera « *Le rap, porte-parole de la jeunesse tunisienne* » (11/01/2011).

El Général sera suivi, en Tunisie, par des groupes et des collectifs anarchistes, comme Armada Bizerta, qui diffuseront des titres comme « *Independent* » ou « *Constitution de la Résistance* ». En Egypte, le groupe Arabian Knights invitera la célèbre chanteuse palestinienne, Shadia Mansour, sur son titre « *Prisoner* » et *sampler* Lauryn Hill sur son titre « *Rebel* ». Ce morceau sera enregistré durant la première semaine de la révolution égyptienne, en janvier 2011, plus précisément la nuit avant le « vendredi de la colère ».

Tous ces morceaux sont diffusés sur Youtube, sur fond d'images des manifestations et des échauffourées avec les forces de l'ordre. Des

images de la révolution en train de se dérouler. Le rap informe. Le rap appelle à l'action. Cette musique, dira Flora Genoux dans « Le Monde » (11/01/2011), « *se partage rapidement et parvient à contourner les canaux de la parole officielle* », c'est-à-dire la parole déléguée à l'Etat. Omar Offendum, The Narcicyst, Freeway, Ayah, et Amir Sulaiman diffusent le morceau « #25jan » en référence au hashtag sur Twitter relatif à la révolution égyptienne du 25 janvier 2011.

La révolution se poursuit en Syrie ? Omar Offendum poursuit avec « #Syria ». Le morceau débute sur une foule de milliers de personnes scandant, dans la ville d'Hama, « *alsha3b yureed isqaa6 al-nitham* » (« *le peuple veut renverser le régime* »). C'est aussi le refrain de ce titre, dont une des couplets dira :

*“Muslim / Christian / women / men & children
Lets keep hope alive
Stand in solidarity with all your fellow citizens
Peacefully protesting for an end to all the militance
Torture & imprisonment
Murdering of innocence
Proving that this lying/lion leader's rule is illegitimate”*

En Lybie, Ibn Thabit exhorte, dans ses textes, la jeunesse lybienne à suivre les pas de la jeunesse de Tunisie et d'Egypte. Dans tous ces pays, si internet, via Youtube et les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.) était le média du message révolutionnaire, le hip-hop a certainement été une forme très présente qu'a pu prendre ce message. Parce que, comme le punk, tout le monde peut faire du rap. Il n'y a besoin de rien, juste de sa bouche, puisque le rap peut même se faire accapella. Et sinon, un Beat, un micro, et des images filmées avec son mobile lors des manifestations ou reprises aux grands médias, et on peut faire un clip qui participe au mouvement

révolutionnaire. Le rap permet d'exprimer une parole et/ou de relater des faits, très rapidement, en quelques heures seulement, là où d'autres styles musicaux (pensons au rock) nécessiteraient davantage de temps (production, répétition, enregistrement, post-production). Et cette possibilité d'expression est véritablement magnifiée avec les réseaux sociaux, qui permettent à chacun de diffuser et relayer ces morceaux de rap informatifs et/ou déconciatifs.

Le punk et le hip-hop contiennent dans leur mode de fonctionnement en tant que mouvement culturel, et dans leur message, les germes d'un mouvement populaire d'*empowerment*, de reprise en main, par le peuple, de sa capacité d'action et de décision. Et c'est en ce sens qu'ils constituent la bande son des mouvements d'anti-délégation que je décris ici...

CHAPITRE 4 : Précautions méthodologiques (écrit, à paraître)

CHAPITRE 5 : Contingence et responsabilité.

« *We need a revolution. The system ain't gonna change unless we make it change* », chante le groupe de rap Dead Prez.

La notion d'*empowerment* contient, de manière tout à fait intrinsèque, l'idée de « contingence » : si un peuple ou un individu peut reprendre en main la capacité de contrôler son devenir, c'est que l'avenir n'est pas prédéfini, que les institutions sociales ne sont pas immuables, et que l'on peut faire changer les choses. « *Tout ce que nous voyons pourrait aussi être autre. Tout ce que, d'une manière générale, nous pouvons décrire, pourrait aussi être autre. Il n'y a aucun ordre a priori des choses* », disait Wittgenstein (1993 :94)

Le fait de s'en remettre aux autres, c'est-à-dire au « Système », le fait de laisser aux autres le « *soin de décider de tout, disait Goodman, condamne les hommes à une conception fataliste de l'histoire* ». « *Notre psychologie, poursuivait-il, consiste à regarder l'histoire comme un phénomène indépendant de nous. Dès lors, tout civisme s'efface en même temps que tout sens de la responsabilité personnelle* » (Hein, 2012 :124)

« *Bessere dich selbst - das ist alles, was Du tun kannst, um die Welt zu verbessern* », Avec cette phrase que Wittgenstein aurait répondu à Heinrich Postl (Monk, 1990: 17-18), qui voulait « changer le monde » (“*Just improve yourself; that is the only thing you can do to better the world*”), on voit précisément le lien entre la contingence et la responsabilité. Seules les décisions personnelles font une véritable différence. Le désir révolutionnaire commence par soi-même.

Dans une dynamique d'*empowerment*, ou d'anti-délégation, nous retiendrons qu'il ne faut pas attendre d'un autre, du « système », que les choses changent. C'est à moi de le faire. Ce qui veut dire que c'est à vous aussi. Donc à nous. A un « nous » qui s'oppose à un « eux » : les gouvernants, les dirigeants, les dominants. Marx disait déjà « *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Il l'a fait inscrire dans les statuts de la 1^{ère} Internationale, rédigés en 1864.

L'habitude de déléguer met la population dans une attitude de démission qui se traduit, comme le dit Hoggart (1970), par une litanie des « ils devraient » : comme les rois primitifs d'Égypte ou des anciens royaumes africains, « ils devraient » faire pleuvoir, et c'est de leur faute s'il ne pleut pas. Aujourd'hui, « ils devraient » empêcher telle ou telle chose, « ils devraient » arrêter ces criminels, « ils devraient » mettre plus de budget dans ceci, etc. Les politiciens,

les puissants, les gouvernants, les patrons, etc. Tout comme l'*empowerment* produit de l'anti-délégation, la délégation produit de l'anti-*empowerment* : on ne prend rien en main, on met tout dans les mains de quelqu'un d'autre.

5.1. La responsabilité comme forme d'anti-racisme

Cette attitude est, dans ce cadre-là, à l'origine, également de la pensée raciste, en ceci qu'elle se cherche des bouc-émissaires à qui on transfère – on délègue – la faute des problèmes qui nous accablent. L'anthropologue Frazer avait admirablement décrit ce phénomène du bouc-émissaire dans de nombreuses cultures. Il parlait de « transfert du mal » : l'homme s'imagine qu'il peut se délivrer du mal, de la souffrance qu'il éprouve, en les transférant à d'autres hommes. Le rituel du bouc-émissaire a pour but de purger la société du mal qui la guette. Dans la Bible (Lévitique, 16 : 20-22), il est indiqué que « *Aaron fera venir le bouc vivant. Il posera les mains sur sa tête et confessera sur lui toutes les iniquités des Israélites, toutes leurs désobéissances, tous leurs péchés; il en chargera la tête du bouc et l'enverra au désert (...). Le bouc emportera donc sur soi toutes leurs iniquités dans une terre sauvage* ». Les Athéniens également utilisaient des parias comme boucs-émissaires. Lors des épidémies de peste, ou lors de famine ou de sécheresse, ils étaient conduits hors de la ville et lapidés.

J'aurai l'occasion de revenir sur le racisme. Mais j'avance d'ores et déjà que le racisme est par excellence une émanation de la logique délégatrice, en ce sens qu'on impute la responsabilité de ses problèmes à autrui au lieu de prendre les choses en main soi-même. C'est « leur » faute : les Juifs, les Roms, les étrangers en tout genre. La pensée raciste est, je pense, déresponsabilisatrice, et les pratiques d'*empowerment* s'y opposent.

5.2. Un mouvement de jeunes qui veulent devenir adultes

Etre convaincu que le monde peut changer, être conscient que c'est à nous de le faire, c'est surtout être adulte, majeur, au sens kantien du terme. Et ça s'inscrit par conséquent en droite ligne dans le projet des Lumières.

A cette fameuse question « Qu'est-ce que les Lumières ? », Kant répondait : « *la sortie de l'homme de sa minorité dont il est lui-même responsable. Minorité, c'est-à-dire incapacité de se servir de son entendement (pouvoir de penser) sans la direction d'autrui* ». Sapere Aude ! Ose penser, disait Kant. La devise des Lumières était, selon lui, le courage de se servir de son propre entendement.

« Il est si aisé d'être mineur ! Si j'ai un livre qui me tient lieu d'entendement, un directeur qui me tient lieu de conscience, un médecin qui décide pour moi de mon régime, etc., je n'ai vraiment pas besoin de me donner de peine moi-même. Je n'ai pas besoin de penser pourvu que je puisse payer : d'autres se chargeront bien de ce travail ennuyeux » (Kant, 1974).

Comme on le voit, le mouvement de l'anti-délégation montre cette cohérence qu'il y a entre *l'empowerment*, la conviction que le monde est contingent, le sentiment de responsabilité individuelle et collective dans ce monde, et le projet des Lumières de sortir les hommes de la minorité.

5.3. Pour une éthique de la responsabilité

Wow ! Voilà un projet ambitieux : refonder le projet des Lumières... sur fond de hip-hop et de punk ! Parce que si ces deux styles musicaux constituent la bande-son de ce mouvement de l'anti-délégation, c'est entre autres parce qu'ils consacrent, comme nous

l'avons dit, cette pratique du D.I.Y. (Do It Yourself) : « *Faire soi-même*, dit Hein (2012 :9), *est un rapport au monde. Une invitation à prendre ses affaires en main. A faire avec les moyens du bord. Et à voler de ses propres ailes* ».

C'est donc une culture de la participation, indissociable d'une éthique de la responsabilité : « *en l'occurrence une responsabilité vis-à-vis des autres, mais également vis-à-vis de soi* » (Hein, 2012 : 41). « *L'autodétermination punk renouvelle la possibilité d'une prise sur le monde en réaffirmant les potentialités créatives de l'être humain. Elle lui permet de retrouver une part de souveraineté, dans le refus d'abandonner son sort aux mains de l'industrie culturelle ou d'un quelconque système politique* » (Hein, 2012 : 158).

L'émancipation sociale passe par la responsabilisation individuelle, dit le rappeur Médine, dans son dialogue avec Pascal Boniface (directeur de l'Institut de recherches internationales et stratégiques, Iris-France). « *L'un de mes combats au sein du rap, dit-il, c'est de lutter contre la fainéantise qui gagne toute notre génération* » (Boniface & Médine, 2012 :44)

Reprendre les choses en main, demander à avoir le droit à la parole, c'est s'affirmer comme responsable, comme adulte. Etymologiquement, l'enfant (*In*, privatif et *fari*, parler) est « celui qui ne parle pas ». Le mineur ne vote pas. On en revient à Kant, qui d'ailleurs oppose, comme Médine, la responsabilité à la fainéantise : « *La paresse et la lâcheté sont les causes qui expliquent qu'un si grand nombre d'hommes, après que la nature les a affranchi depuis longtemps d'une (de toute) direction étrangère, reste cependant volontiers, leur vie durant, mineurs, et qu'il soit facile à d'autres de se poser en tuteur des premiers* » (Kant, 1784).

Une éthique de la responsabilité, c'est donc un appel à l'action (contre l'inertie de la fainéantise) et un appel au courage (contre la lâcheté). En parlant du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis dans les années 50 et 60, Nicole Bacharan parle d'une « élite du courage » : « *un à un, des individus se levèrent, parce qu'ils avaient trop supporté, parce que l'ordre établi n'était plus acceptable pour des citoyens libres. Ils entraînent à leur suite les révoltés de la ségrégation, les démunis de la prospérité* » (Bacharan, 2008 : 156).

Prendre conscience de ses responsabilités, individuelles et collectives, c'est aller jusqu'à la désobéissance civile, si nécessaire.

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 se terminait sur cette phrase : « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* ». Cette déclaration est, pour rappel, la constitution de la 1^{ère} République française.

Et plus sociologiquement, une éthique de la responsabilité, c'est aussi prendre conscience qu'il y a des déterminismes sociaux, que sans rien faire, on a peu de chance d'être libre, mais qu'il y a néanmoins une petite voie de sortie, hors de ces déterminismes qui pèsent sur nous...

Bibliographie (des parties publiées et à paraître) :

Berth, E. 1914. *Les méfaits des intellectuels* (préf. de Georges Sorel), Paris, Marcel Rivière.

Boniface, P., & Médine. 2012. *Don't Panik*, Paris : Desclée de Brouwer.

Colliot-Thélène, C. 1992. *Le désenchantement de l'Etat. De Hegel à Max Weber*, Paris : Editions de Minuit.

De Tocqueville, A. 1840. *De la démocratie en Amérique II* (3^{ème} et 4^{ème} parties).

Durkheim, E. 1930. *De la division du travail social*, 5^{ème} ed. Paris : PUF.

Fischbach, F. « Axel Honneth et le retour aux sources de la théorie critique : la reconnaissance comme autre de la justice », in : Emmanuel Renault (dir.), *Où en est la Théorie critique ?*, Paris : La Découverte, 2003.

Frazer, J.G. 1984. *Le Rameau d'Or*, Paris : Laffont.

Hein, F. 2012. *Do It Yourself, Autodétermination et culture punk*, Congé-Sur-Orne : Editions le passager.

Hibou, B. 2012. *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, Paris : La Découverte.

Hoggart, R. 1970. *La culture du pauvre*, Paris : Editions de Minuit.

Kant, I. 1784. « Qu'est-ce que les Lumières ? »

Kravchenko JS. « Diet and cancer ». *International Encyclopedia of Public Health*. 2008 : 169-181.

Martuccelli, D. 1999. *Sociologies de la modernité*, Paris : Gallimard.

Monk, R. 1990. *Ludwig Wittgenstein: The Duty of Genius*, London : Vintage Books.

Pereira, I. 2013. « Repenser la tension entre critique et émancipation à partir de Georges Sorel », in Cukier, A., Delmotte, F., & Lavergne, C. (dir). *Emancipation, les métamorphoses de la critique sociale*, Bellecombe-en-Bauges : Editions du Croquant, pp. 61-92.

Stoute, S. 2011. *The Tanning of America. How Hip-Hop Created a Culture That Rewrote the Rules of the New Economy*, London : Penguin Books Ltd.

Wittgenstein, L. 1993. *Tractatus logico-philosophicus*, Paris : Gallimard.

Wynder EL, Gori GB. « Contribution of the environment to cancer incidence : an epidemiologic exercise ». *Journal of the International Cancer Institute*. 1977 ; 58 : 825-832.

CHAPITRE 1 : Empowerment, délégation... Définitions.

CHAPITRE 2 : Constat général : La crise de la modernité est une opportunité.

2.1. Au-delà de l'opposition gauche-droite

2.2. La post-modernité est un combat

2.3. Une approche « praxéologique »

CHAPITRE 3 : La bande-son de la révolution

3.1. Punk & « Do it Yourself ! »

3.2. Hip-Hop & « Mixtape Mentality »

CHAPITRE 4 : Précautions méthodologiques

CHAPITRE 5 : Contingence et responsabilité

5.1. La responsabilité comme forme d'anti-racisme

5.2. Un mouvement de jeunes qui veulent devenir adultes

5.3. Pour une éthique de la responsabilité

CHAPITRE 6 : La crise de la délégation

6.1. Etatisme et capitalisme

6.2. La bureaucratisation du monde

6.3. Un monde absurde

6.4. Le travail en crise

6.5. Le rappel du syndicalisme révolutionnaire

CHAPITRE 7 : Les quêtes d'autonomie

7.1. Reprendre en main son alimentation et sa santé

7.1.1. L'alimentation « paléo »

7.1.2. Etre adulte, c'est se nourrir soi-même

7.1.3. De l'auto-défense immunitaire

7.2. Ré-acquérir de l'autonomie via le CrossFit

7.3. De nouveaux entrepreneurs : être maître de son emploi (du temps)

7.4. « *You are the media* » : l'utilisation des réseaux sociaux

7.5. Les printemps arabes

7.6. Anonymous, les Indignés... Les nouvelles formes de contestation

7.7. La production d'énergie durable et locale

7.8. Sécurité et auto-défense.

CHAPITRE 8 : Une culture de la participation.

Conclusion